**FORMULAIRE DE Demande de reconnaissance**

**entreprise d’économie sociale**

Le Pôle jamésien d’économie sociale fait partie des 22 pôles régionaux présents dans l’ensemble du Québec et a comme mission le développement de l’économie sociale à la Baie-James. Il promeut et valorise ce modèle entrepreneurial pour assurer la diversification économique de son territoire.

**Définition de l’économie sociale**

Selon l’article 3 de la Loi sur l’économie sociale ([E-1.1.1](http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/E-1.1.1)) :

On entend par « économie sociale », l’ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l’échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants :

1° l’entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité;

2° l’entreprise n’est pas sous le contrôle décisionnel d’un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ([chapitre A-2.1](http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cs/A-2.1?&digest=));

3° les règles applicables à l’entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres;

4° l’entreprise aspire à une viabilité économique;

5° les règles applicables à l’entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d’eux et l’entreprise;

6° les règles applicables à la personne morale qui exploite l’entreprise prévoient qu’en cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables.

Pour l’application du premier alinéa, la finalité sociale est celle qui n’est pas centrée sur le profit pécuniaire, mais sur le service aux membres ou à la collectivité et elle s’apprécie notamment en fonction de la contribution de l’entreprise à l’amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d’emplois durables et de qualité.

Est une entreprise d’économie sociale, une entreprise dont les activités consistent notamment en la vente ou l’échange de biens ou de services et qui est exploitée, conformément aux principes énoncés au premier alinéa, par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique.

| **Identification** | |
| --- | --- |
| Nom de l’entreprise : | Numéro d’entreprise du Québec : |
| Statut juridique :  Coopérative  Mutuelle  Organisme à but non lucratif | |
| Adresse : | |
| Ville : | Code postal : |
| Site Internet : | |
| Médias sociaux :  Facebook  Twitter  LinkedIn  Autre : | |
| Nom du responsable : | Titre : |
| Téléphone : | Courriel : |

| **Réponse aux besoins** |
| --- |
| Secteur d’activités :  Agroalimentaire  Arts et culture  Commerce de détail  Environnement  Finance  Habitation  Infrastructures collectives  Loisirs et tourisme  Manufacturier  Services de garde  Médias et communication  Recherche  Représentation et concertation  Ressources naturelles  Santé  Services aux entreprises  Services aux personnes  Technologie  Transport  Autre : |
| Description sommaire de l’entreprise : |
| Quelle est la mission de l’entreprise : |
| À quel besoin répond-elle : |

| **Autonomie et indépendance** |
| --- |
| Est-ce que l’entreprise opère en toute indépendance de l’État :  Oui  Non |
| Il y a-t-il des élus municipaux sur le conseil d’administration :  Oui  Non  Si oui, combien : |
| Il y a-t-il des fonctionnaires de l’État sur le conseil d’administration :  Oui  Non  Si oui, combien : |

| **Gouvernance démocratique** |
| --- |
| Il y a-t-il une assemblée générale à chaque année :  Oui  Non |
| Date de la dernière assemblée générale : |
| L’assemblée générale respecte-t-elle le mode « une personne, un vote » :  Oui  Non |
| Nombre de sièges au conseil d’administration : |
| Nombre de sièges vacants : |
| Nombre de rencontres du conseil d’administration par année : |

| **Viabilité économique** | |
| --- | --- |
| L’entreprise génère des ventes de biens ou de service :  Oui  Non  Si oui, indiquer le pourcentage des revenus totaux :       % | |
| Nombre d’employés à temps plein : | Nombre d’employés temps partiel : |
| Est-ce que les employés ont des avantages sociaux :  Oui  Non  Si oui, lesquels : | |

| **Distribution interdite ou limitée des excédents** |
| --- |
| L’entreprise limite ou interdit la distribution des excédents :  Oui  Non |

| **Distribution limitée du reliquat en cas de dissolution** |
| --- |
| L’entreprise limite ou interdit la distribution du reliquat :  Oui  Non |

|  |
| --- |
| **Documents à fournir** |

Le formulaire dûment rempli.

Une résolution du conseil d’administration stipulant que l’entreprise désire obtenir sa reconnaissance à titre d’entreprise d’économie sociale.

Une copie des états financiers de la dernière année.

Une copie du dernier rapport annuel.

Une copie des règlements généraux.

Une liste à jour des administrateurs.

Tout autre document jugé essentiel par le Pôle jamésien d’économie sociale à l’analyse de la demande.

|  |
| --- |
| **Signature** |

Je,      , représentant(e) dûment autorisé(e) par résolution du conseil d’administration de      , fait une demande officielle de reconnaissance au Pôle jamésien d’économie sociale.

Finalement, je certifie que les renseignements contenus dans le présent formulaire sont, à ma connaissance, complets et véridiques en tous points.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature Date

Le présent formulaire doit être acheminé au PJÉS par courriel à [info@pjes.ca](mailto:info@pjes.ca) ou par la poste au 110, boulevard Matagami, C. P. 850, Matagami, Québec, J0Y 2A0.